

L'électricien EDF dégrade encore ses prévisions financières pour 2022 et se dirige vers une perte colossale

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 24 minutes

[Écouter cet article](#)

00:00/01:56



Le groupe EDF a annoncé par ailleurs un chiffre d'affaires en hausse de 78% sur 9 mois à 101,5 milliards d'euros. *SAMEER AL-DOUMY / AFP*

En 2022, l'impact de la baisse de la production électrique s'élèverait à 32 milliards d'euros, contre 29 milliards prévus en septembre.

Le géant électricien français EDF a indiqué jeudi avoir encore revu l'impact financier de la baisse de sa production électrique pour 2022 à 32 milliards d'euros, contre 29 milliards annoncés en septembre. Plombé par des centrales nucléaires à l'arrêt pour maintenance ou pour des problèmes de corrosion, et par l'obligation de vendre une large partie de sa production nucléaire à bas prix, EDF se dirige vers une perte colossale cette année; il a déjà subi une perte nette de 5,3 milliards d'euros au premier semestre.

«*Sur la base de l'estimation de production nucléaire en France pour 2022 dans le bas de la fourchette 280-300 TWh et des prix à terme 2022 au 7 octobre 2022*», le groupe évalue l'impact de la baisse de production sur l'EBITDA (excédent brut d'exploitation) à - 32 milliards d'euros. Il a par ailleurs connu des mouvements sociaux en France depuis septembre, «*dont l'impact est à l'étude*», a-t-il précisé. Le groupe EDF, détenu à 84% par l'État et bientôt renationalisé à 100%, a annoncé par ailleurs un chiffre d'affaires en hausse de 78% sur 9 mois à 101,5 milliards d'euros contre 57 milliards par rapport à la même période en 2021.

Il a aussi annoncé un gain net de 939.000 clients sur 12 mois, à la faveur du retour de nombreux clients attirés par ses tarifs réglementés. Mais plus de clients et davantage d'électricité vendue ne veulent pas dire, pour EDF, plus de bénéfices. Le futur PDG d'EDF Luc Rémont, dont la candidature proposée par l'Élysée a été validée mercredi par le Parlement, doit prendre les rênes de l'entreprise lourdement endettée à compter de «*mi-novembre*», selon le souhait exprimé par le ministère de l'Économie Bruno Le Prout jeudi matin.